

# Economie & Finance

## 126 millions

**LA POSTE A RÉALISÉ AU PREMIER SEMESTRE 2024 UN RÉSULTAT D'EXPLOITATION EN LÉGÈRE BAISSSE** de 5 millions par rapport à la même période de l'an dernier, pour s'établir à 160 millions de francs. Le bénéfice a en revanche augmenté de 8 millions, à 126 millions de francs.

**MASAMICHI TERABATAKE**  
Directeur général de JT

Japan Tobacco va racheter le groupe américain Vector Group pour un montant de 2,4 milliards de dollars. Le cigarettier nippon veut accroître sa présence aux États-Unis, le deuxième marché mondial du secteur.



## 90%

**L'EUROPE A REMPLI À 90% SES STOCKAGES DE GAZ NATUREL**, avec plus de deux mois d'avance sur l'échéance fixée au 1er novembre, signe que l'UE est «prête pour l'hiver prochain», sur fond de remontée des cours ces dernières semaines en raison des risques géopolitiques, a annoncé la Commission européenne.

SMI	12 305,45	↑ +0,45%	Dollar/franc	0,8522	↑
Euro Stoxx 50	4885,00	↓ -0,01%	Euro/franc	0,9472	↓
FTSE 100	8288,00	↑ +0,06%	Euro/dollar	1,1112	↓
			Livre st./franc	1,1161	↑
			Baril Brent/dollar	77,63	↑
			Once d'or/dollar	2483	↓

## Changement surprise de patron chez Nestlé

**GOVERNANCE** L'annonce a fait l'effet d'une bombe: Mark Schneider quittera la multinationale veveysanne à la fin du mois. L'actuel directeur de la région Amérique latine, le Français Laurent Freixe, a été nommé pour lui succéder dès le 1er septembre

LE TEMPS AVEC L'ATS

Le géant de l'alimentation Nestlé a annoncé hier que le Français Laurent Freixe deviendrait son directeur général au 1er septembre, succédant à Mark Schneider. Arrivé en 2016 à la tête du groupe, Mark Schneider a renoncé à ses fonctions et quittera également le conseil d'administration, a indiqué le géant veveysan de l'alimentation dans un communiqué, sans plus de précision. «C'est un coup de tonnerre», a commenté l'analyste de Vontobel Jean-Philippe Bertschy, contacté par l'agence de presse AWP.



MARK SCHNEIDER



LAURENT FREIXE

les produits de santé nutritionnelle. Cité dans le communiqué, son prédécesseur et actuel président de la multinationale Paul Bulcke a salué «sa contribution significative» et «son leadership exceptionnel et résolu en période de crise».

Reste que «ce départ aussi soudain qu'abrupt est sans précédent», a souligné Jean-Philippe Bertschy. Les passations de pouvoir à la tête du paquebot alimentaire se font habituellement sur plusieurs années. Pour l'analyste, la pression sur l'actuel patron ne faisait qu'augmenter au cours des derniers trimestres, avec des

résultats systématiquement en deçà des attentes. «Les objectifs ont dû constamment être revus à la baisse, ce qui tend à éroder la confiance des investisseurs», a-t-il poursuivi.

Laurent Freixe est membre du comité exécutif de la multinationale depuis seize ans et dirige actuellement la zone Amérique latine. Le conseil d'administration a également proposé sa candidature comme administrateur, a indiqué Nestlé hier dans un communiqué diffusé après la clôture des marchés.

«Je connais Laurent depuis longtemps et je le considère comme un

leader talentueux doté d'un bon sens de la stratégie, d'une vaste expérience et expertise du terrain, ainsi qu'une compréhension profonde des marchés et des consommateurs», s'est réjoui Paul Bulcke. «Il a démontré sa capacité à obtenir des résultats dans des conditions de marché difficiles», a-t-il ajouté.

Nestlé tourne la page de l'ère Mark Schneider. Et avec la nomination de Laurent Freixe, le groupe opère une forme de «retour aux racines», a relevé Jean-Philippe Bertschy. «Paul Bulcke et lui se connaissent depuis de nombreuses années et ont l'habitude de travailler ensemble.»

**Se concentrer sur les besoins des consommateurs**

Moins d'une heure après sa nomination à la tête du géant alimentaire, le Français Laurent Freixe a dévoilé les premiers éléments de sa future stratégie. «Le

mot d'ordre est d'être performant tout en se transformant», a-t-il expliqué hier soir en conférence téléphonique.

**«Le mot d'ordre est d'être performant tout en se transformant»**

LAURENT FREIXE, NOUVEAU PATRON DE NESTLÉ

Sous sa direction, Nestlé se fixe comme cap de gagner des parts de marché. «Et pour cela, nous devons nous concentrer sur les besoins des consommateurs et des clients.» Le président Paul Bulcke a indiqué que Laurent Freixe sera opérationnel dès ce vendredi.

Afin de stimuler la croissance organique, le nouveau patron de

Nestlé veut miser sur le cœur de métier, sur les «bases». «Nos segments clés, nos marques clés, nos produits clés et nos plateformes de croissance clés figureront au cœur de notre approche», martèle celui qui entend encourager la productivité et maîtriser les coûts. De telles mesures permettront de libérer des ressources, notamment pour promouvoir l'innovation. Des acquisitions ne sont pas exclues, mais l'accent sera mis particulièrement sur l'activité de base de Nestlé, a expliqué le dirigeant français.

Pour le président, il est la personne idéale pour diriger Nestlé. «Il connaît notre groupe sur le bout des doigts et a déjà dirigé trois zones géographiques», a-t-il souligné. Questionné sur l'alternative qu'aurait représenté un candidat externe, Paul Bulcke a balayé l'idée. «Il n'y avait pas besoin», selon lui. «Laurent est déjà là et est parfaitement adapté pour le poste.»

## Les fonctionnaires sont mieux rémunérés que les employés du secteur privé

**TRAVAIL** Une nouvelle étude démontre que les administrations cantonales, communales et fédérales offrent des salaires jusqu'à 12% plus élevés que dans les entreprises. A l'heure où les négociations salariales automnales débutent, le sujet est sensible

LAURE LUGON ZUGRAVU  
X @laurelugon

Qui dit «inégalités salariales» dit, d'ordinaire, inégalités entre hommes et femmes. Pourtant, il en est une autre qui fait moins de bruit, à tort: celles entre le secteur public et le secteur privé, au bénéfice du premier. Publiée en juin, une étude de l'Institut de politique économique suisse de l'Université de Lucerne (IWP) établit ce constat: votre «jumeau statistique» qui travaille dans le secteur public gagne plus que vous dans le privé.

**Un différentiel est de 5,4% au niveau cantonal**

A l'heure où les négociations salariales automnales démarrent, un coup de projecteur s'impose. Lundi à Berne, les syndicats ont en effet réclamé une hausse de 2 à 4% des salaires réels. Le syndicat Transfair, représentant le service public, n'a pas été en reste, mettant en avant la perte du pouvoir d'achat du personnel de l'administration fédérale notamment.

Le contexte politique posé, voici le constat chiffré. A qualification, expérience et responsabilités égales, un employé de l'administration fédérale gagne 11,7% de plus qu'un employé d'une entreprise privée selon l'étude. Au niveau cantonal, ce différentiel est de 5,4% et au niveau communal de 4,5%. En chiffres bruts, le salaire annuel moyen pour un poste dans l'administration fédérale est de 118 457 francs, alors qu'il est de 92 723 francs dans le secteur privé. Soit 25 000 francs de plus par an pour le fonctionnaire. Dans les cantons et les communes, les salaires sont également en moyenne supérieurs

à ceux du secteur privé. Les entreprises publiques ne sont pas aussi rémunératrices, avec un salaire annuel moyen de 92 704 francs.

**Etre femme est aussi un avantage**

C'est ce que montrent les professeurs lucernois Marco Portmann, Christoph Schaltegger et Frederik Blümel. Fin 2023, ils réalisaient une première étude reposant uniquement sur l'Enquête suisse sur la population active (ESPA). Devant un sujet politiquement explosif, des critiques ont fusé, notamment sur la méthodologie. En juin, ils remettaient l'ouvrage sur le métier. Cette fois, ils prenaient également en compte l'enquête biennale sur la structure des salaires (LSE), en y incluant les données disponibles jusqu'en 2022. Cette seconde base de données n'a pas fait mentir la première, bien au contraire. Selon cette dernière, l'avantage salarial à la Confédération est encore plus important, soit 13,9%. En revanche, au niveau cantonal et communal, il est plus faible. La combinaison des deux ensembles de données – l'un détaillé mais moins étendu, l'autre étendu mais moins détaillé – permet d'obtenir des estimations très fiables, estiment les professeurs.

«Si fait bon être fonctionnaire, être femme est aussi un avantage: les employés de l'administration fédérale gagnent 14,4% de plus que celles du privé, contre 11% pour les hommes. Autre constat: l'Etat est plus généreux que les entreprises pour les salariés au bas de l'échelle salariale, soit 19% de plus pour les 5% des emplois les moins lucratifs. «Cela s'explique par le fait que la distribution des salaires est plus comprimée dans le secteur public que dans le secteur privé», répond Marco Portmann. Autrement dit, l'Etat ne verse pas des salaires aussi élevés à ses cadres supérieurs que ceux des managers du privé, mais d'un autre côté, il ne fait pas pression sur les salaires des travailleurs à bas revenus comme cela se produit souvent dans le secteur privé.»



**«Dans le secteur public, les bas salaires sont supérieurs à ceux du privé, mais les cadres gagnent moins»**

GRETA GYSIN, PRÉSIDENTE DE TRANSFAIR

Si l'économie est créatrice d'emplois, l'Etat la bat à plate couture. Dans le secteur public, l'emploi en équivalent temps plein a augmenté de 12% entre 2011 et 2019, contre 9,7% dans les entreprises privées, note l'IWP. La démographie, elle, s'est accrue de 8,2%.

Si cette attractivité étatique a un coût, financé par le contribuable, elle a aussi des conséquences négatives pour les entreprises, notamment en période de pénurie de personnel: «Pour la Suisse, il existe des enquêtes qui montrent que les diplômés de certaines filières considèrent l'Etat comme un employeur très attractif. Pour certains pays, il existe des études scientifiques qui montrent que les demandeurs d'emploi préfèrent attendre de trouver un emploi au sein de l'Etat plutôt que d'accepter un poste

dans le secteur privé», relève Marco Portmann.

Pour Alain Salamin, expert en rémunération, il ne faut pas crier à la concurrence déloyale pour autant: «Le secteur privé comporte d'autres avantages, comme les augmentations de salaire au mérite, la rémunération variable selon les performances, ou la participation au capital. Le privé a tout intérêt à se montrer inventif plutôt que de copier le secteur public.» Cependant, il constate aussi que «certaines administrations publiques se montrent de plus en plus proactives pour recruter dans certains métiers en compétition avec le privé.» Exemple récent: dans la région lausannoise, les grands acteurs publics du secteur de la petite enfance paient des salaires d'entrée plus élevés que ceux de la CCT, dans un contexte de forte augmentation de l'offre, et donc de recrutement. La concurrence ne s'arrête pas là: selon l'IWP, les salaires à la Confédération exercent aussi une pression sur les cantons et les communes. «C'est un peu le même reproche que font les PME aux grandes entreprises», résume Alain Salamin.

Pour ce spécialiste, la hausse des salaires dans le public est une vague de fond constatée depuis plusieurs années. Elle serait aussi due à «l'histoire d'un secteur teinté politiquement, souvent très syndicalisé, avec pour conséquence fréquente l'indexation automatique des salaires.» Quand on ajoute à cela la sécurité de l'emploi et la présomption, justifiée ou non, d'un moindre stress, on comprend le charme discret qu'exerce le secteur public.

**Genève, champion des dépenses de personnel**

Politiquement, ces acquis sont très difficiles à remettre en cause. A Genève par exemple, le projet de réforme de la grille salariale de l'Etat (Score) a capoté avant de naître. Le gouvernement s'attend désormais à un nouveau projet dont il est peu probable qu'il soit moins favorable aux employés. «Dans ce type de

réformes, si une masse critique et significative de fonctions ne sont pas revalorisées, ça ne passe pas politiquement, relève Alain Salamin. Ce faisant, cette logique a un effet de clapet: les rémunérations sont toujours poussées vers le haut sans plus pouvoir redescendre.»

Le cas de Genève est emblématique des largesses étatiques. Il est le canton suisse où le niveau des dépenses cantonales et communales de personnel est le plus élevé par habitant: soit 9554 francs, suivi de Bâle-Ville, Neuchâtel, Zurich et Vaud, selon l'IWP. Argovie et Schwyz sont les cantons les moins dépensiers, avec 3653 et 3652 francs par habitant pour la fonction publique. Les dépenses administratives garantissent-elles une meilleure efficacité que la discipline budgétaire? Rien n'est moins sûr.

**«Il faut que le privé s'adapte»**

Au bout du lac, le fossé salarial entre public et privé paraît abyssal, selon l'Office cantonal de la statistique: le salaire mensuel brut médian affiche 32,7% de plus dans le public que le privé. Interrogés sur cette énorme différence entre ce chiffre et les leurs, les professeurs expliquent que Genève compare l'ensemble des professions du secteur public avec l'économie privée, quand leur étude se cantonne aux administrations. «Si nous procédions de la même manière pour comparer les salaires de l'administration avec ceux du secteur privé, nous obtenons une différence de 21%», note Marco Portmann.

Même à moitié moins, c'est beaucoup, voire excessif pour la droite. Ce que conteste Greta Gysin, présidente de Transfair et conseillère nationale verte: «Dans le secteur public, les bas salaires sont supérieurs à ceux du privé, mais les cadres gagnent moins. Si on baisse les salaires, ce seront en toute logique les bas revenus qui seront touchés pour ne pas devoir toucher les hauts, déjà moindres. Il faut que le privé s'adapte, et non l'inverse. De plus, la Confédération se doit de donner le bon exemple.» Aux contribuables de trancher. ■